

Correspondance : 72 rue de la République – 76800 SAINT ÉTIENNE DU ROUVRAY

Blog : www.convergence-nationale-rail.fr

Courriel: convergence.rail@hotmail.fr

Tél. 06 14 71 57 93

COMMUNIQUÉ

Le 21 mai 2015

**TRAINS CORAILS : ATTENTION AUX CONCLUSIONS LIBERALES de la
« COMMISSION DURON »**

Voyez tomber les masques ! Avant même que la « Commission parlementaire Duron » (qui se penche sur l'avenir des Trains d'Équilibre du Territoire) ait fini son travail, et sans doute pour nous préparer au pire, voici qu'une « fuite » – savamment organisée – (voir le site de *Mobilités* du 18 mai 2015) nous informe de la conversion de ses membres (pas tous heureusement !) aux bienfaits du libéralisme !

Comme le modèle allemand dont on ne cesse de nous ressasser les mérites ne suffit plus, on va chercher du côté britannique les solutions miracles censées remédier aux maux (bien mis en place par les gouvernements et la SNCF) du ferroviaire national français. Comme par hasard ! Mais comment s'en étonner ? Quand d'insidieuses suggestions étaient faites par la Commission elle-même lors de ses auditions (« *Que pensez-vous du remplacement du train par le car ?* », « *Que penseriez-vous d'une anticipation de la concurrence ?* »)...

Quand on sait que Gouvernement et Cour des Comptes ne raisonnent qu'à partir de la pensée libérale qui inspire l'Union européenne !

Ces solutions « so british » que la Commission s'apprêterait à suggérer sont celles de la privatisation des lignes ferroviaires, le tout accompagné d'un renvoi vers les régions de tout ce qui gêne l'État, d'un report sur la route de tout ce qui dérange la SNCF ! On voit déjà fleurir (en cette année qui doit se conclure par le sommet mondial sur le climat dit COP 21) les dérogations accordées aux multinationales autocaristes pour anticiper la loi Macron.

Pire : se profile ce à quoi les libéraux britanniques se réfèrent eux-mêmes: l'assouvissement de l'intérêt national aux intérêts atlantistes par le biais de futurs traités TAFTA/TISA.

NON ! Nous l'avons dit à la Commission Duron le 15 avril dernier, au nom de tous les collectifs que nous représentons. Ni les usagers des Trains d'Équilibre du Territoire, ni les citoyens ne veulent:

- De la suppression de lignes et d'arrêts, de diminutions de fréquences, telles que la SNCF les prévoit dans le projet qu'elle a remis à la Commission le 27 janvier
- Du report sur les routes des liaisons ferroviaires selon le vœu de M. Macron et du gouvernement
- De l'externalisation de la maintenance des matériels que souhaite la SNCF
- Non plus, bien sûr, de cette livraison du Bien public commun que représente le Ferroviaire français aux intérêts privés. Pas même au terme du délai prévu par la

Commission européenne - qui ne représente aucunement l'intérêt des peuples européens et encore moins du peuple français (voir le référendum de 2005) - et encore moins bien entendu de l'anticipation souhaitée par les tenants d'une amplification libérale de la loi Macron.

Convergence Nationale Rail condamne cet engouement précipité pour un modèle étranger dont le libéralisme outrancier antérieur a déjà produit les catastrophes que l'on sait. Il conviendrait d'y regarder de plus près :

- Quand on lit que « l'État [britannique] consacre des sommes importantes » à financer le système quasi-privatisé, que ne s'interroge-t-on sur les carences de l'État français qui, au lieu de laisser le ferroviaire national aller à vau-l'eau sous la houlette de l'entreprise (devenue capitaliste) SNCF, aurait pu lui aussi investir en entretien des lignes, en remplacement des matériels roulants... pourquoi ne pas lui suggérer de le faire, en reprenant vraiment en main les Trains d'Équilibre du Territoire ?
- La Commission Duron est-elle bien sûre que ce modèle britannique satisfasse pleinement les usagers et citoyens britanniques ? ceux-ci y trouvent-ils réellement leur compte en matière de coûts des transports (les tarifs les plus élevés en Europe)? (qu'en est-il notamment des hiatus de correspondances entre les différents opérateurs privés, qui créent ainsi des déplacements de plus en plus longs et complexes et divisent plus qu'ils unifient le territoire?)
- Quant à l'augmentation de la fréquentation, bien plus qu'à la privatisation n'est-elle pas plutôt due à la création de lignes pour les JO de 2012 et ... à la saturation des liaisons routières entre les principales villes anglaises ?

Nous invitons la Commission Duron à y regarder de plus près avant de livrer des conclusions trop attendues par ceux qui veulent dépecer le rail public en exploitant les lignes dites rentables !

En ce qui la concerne, **Convergence Nationale Rail** réitère ce qu'elle a exposé devant la Commission et qui correspond à la volonté de disposer d'un Service Public Ferroviaire Français desservant à égalité sur tout le territoire tous les citoyens de la Nation. Cela passe par :

- Le rétablissement d'un Service Public Ferroviaire unifié, sous l'égide la Nation
- Une couverture ferroviaire nationale de tout le territoire français, sous la responsabilité unique d'un seul opérateur national
- Une plus grande accessibilité au train pour tous : des liaisons, des dessertes, des correspondances appropriées entre des réseaux ferroviaires dépendant d'un seul Service Public National
- Une tarification socialement accessible à tous les citoyens
- Une amélioration de la qualité des services en termes de confort, de régularité, de sécurité, de sûreté...

Il y a urgence à arrêter le « train fou de la libéralisation » et à conquérir les services publics du XXIème siècle comme alternatives à l'austérité et créateurs de richesses. C'est cette conception moderne que portera la CNR avec de nombreuses forces progressistes les 13 et 14 juin prochain à Guéret.

Le Bureau de Convergence Nationale Rail